



REPUBLICA POPULAR DE ANGOLA

MINISTÉRIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES

P. 12

MONSIEUR LE PRESIDENT

Permettez-nous de vous exprimer nos plus vives félicitations pour votre élection à la présidence de cet auguste forum. Nous sommes persuadés que les éminentes qualités dont vous faites preuve contribueront pour le succès des tâches et des objectifs assignées à cet organe.

Votre élection à la Présidence traduit la confiance manifestées en vous pour la bonne conduite des destins de ce forum sur lequel repose le salut de plusieurs millions d'êtres humains, victimes des violations systématiques de leur droit à la vie, à la sécurité et à la liberté.

Nous voudrions également féliciter le Président sortant pour la forme éclairée dont il a dirigé les travaux de la 44ème Séssion de cet organe.

MONSIEUR LE PRESIDENT,

En intervennant au point 12 de l'ordre du jour sur la question relative à la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, plus particulièrement dans les pays et territoires colonisés et dépendants nous estimons qu'il serait erroné de parler des droits humains sans qu'on parle, tout d'abord du droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples, puisque cela constitue la pierre angulaire de tout droit individuel ou collectif.

...//



REPÚBLICA POPULAR DE ANGOLA

- 2 -

MINISTÉRIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES

MONSIEUR LE PRESIDENT,

A l'heure actuelle, le droit des peuples à l'auto-détermination et à l'indépendance constitue un fait. Nier cette réalité c'est rejeter la légitimité de dizaines d'états souverains qui ont accédé à l'indépendance, c'est nier les efforts de la Communauté Internationale visant à améliorer les relations entre les peuples et les nations basées sur l'égalité, le respect mutuel et la réciprocité d'avantages.

MONSIEUR LE PRESIDENT,

La subsistance de bastions du colonialisme au moment où nous nous approchons de la fin de notre siècle démontre que de millions d'êtres humains continuent encore de se voir niés leurs droits, demeurant ainsi de permanentes victimes du racisme et d'autres pratiques discriminatoires, ce qui constitue le facteur d'instabilité régionale et, parfois même internationale.

MONSIEUR LE PRESIDENT,

La Charte de l'ONU, la résolution 1514 (XV) et la "Déclaration sur les Principes de Droit International et des Relations Amicales entre les Etats", constituent, entre autres, des instruments légaux pour combattre le colonialisme, le racisme, l'apartheid ainsi que toutes autres pratiques inhumaines.

MONSIEUR LE PRESIDENT,

La situation internationale commence à ébaucher un espoir de détente et de conquête de la Paix ardemment souhaitée



MINISTÉRIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES

par toute l'humanité, ce qui fait prévoir une nouvelle ère pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales.

MONSIEUR LE PRESIDENT,

Les transformations substantielles que l'on observe à l'heure actuelle dans la situation politique du Sud-Ouest de l'Afrique découlent du changement de la corrélation de forces en faveur des peuples de la région en lutte contre le régime raciste de Pretoria, ayant à l'origine les défaites militaires consécutives imposées par l'armée de la République Populaire d'Angola et par l'incrément des luttes de libération des peuples de la Namibie et de l'Afrique du Sud. Ce fait, ajouté à la défaite militaire subie par les racistes Sud-Africains à Kuito Kuanavale, a mené le Gouvernement de Pretoria à s'asseoir à la table de négociations, avec les Gouvernements d'Angola et de Cuba, sous la médiation des Etats Unis d'Amérique pour discuter la sauvegarde de la Paix et la Sécurité en Angola et l'application de la Résolution 435/78 du Conseil de Sécurité de l'ONU.

MONSIEUR LE PRESIDENT,

Tout au long de ce processus, les Gouvernements d'Angola et de Cuba, ont toujours démontré leur sérieux et bonne foi. Ce même esprit sera maintenu au cours de l'implémentation des Accords Tripartites du 22 Décembre 1988, comme d'ailleurs le démontre le geste de bonne volonté d'Angola et de Cuba dans le retrait des 3.000 Internationalistes Cubains entre le 10 et le 15 Janvier de cette année.



MINISTÉRIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES

MONSIEUR LE PRESIDENT,

Au sérieux d'Angola et de Cuba, le régime raciste de Pretoria a répondu avec l'invasion, le 8 Février de ce mois, du territoire souverain de la République Populaire d'Angola dans une flagrante violation de l'esprit et de la lettre des Accords tripartites.

Une fois de plus, Monsieur le Président, nous devons dénoncer l'esprit belliciste qu'anime le régime raciste de Pretoria et exhorter la Communauté Internationale à agir dans le sens de préserver les Accords tripartites et exiger non seulement la fin de l'apartheid, mais aussi la fin des actes d'agression et de déstabilisation contre les Etats de la Ligne du Front, particulièrement contre la République Populaire d'Angola.

MONSIEUR LE PRESIDENT,

Les droits de l'homme en Afrique du Sud continuent d'être violés.

Les emprisonnements arbitraires, la torture, la privation des libertés fondamentales, les assassinats, les jugements truqués montrent bien la répression dont le Peuple Sud-Africain est victime. Nous exigeons que Pretoria libère tous les prisonniers politiques, en particulier Nelson Mandela le symbole de la lutte du peuple sud-africain contre l'ignoble système d'apartheid.

...//

**MINISTÉRIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES**

MONSIEUR LE PRESIDENT

Nous aimerions profiter de cette occasion pour demander aux alliés du régime raciste de Pretoria la cessation de toute collaboration avec ce régime et l'application immédiate des sanctions globales et obligatoires si long temps exigées par la communauté internationale.

MONSIEUR LE PRESIDENT,

En ce qui concerne la Namibie, la situation des Droits de l'homme n'a pas connue aucun changement. Nous sommes sûrs que la stricte application de la Résolution 435/78 qui conduira, la Namibie à l'indépendance ouvrira certainement une nouvelle page dans la vie du peuple Namibien.

MONSIEUR LE PRESIDENT,

La délégation Angolaise ne peut s'abstenir d'encore une fois, attirer l'attention de ce forum pour la lutte menée par le Peuple Maubere avec abnegation, en vue de l'exercice de son droit à l'auto-détermination et à l'indépendance.

La République Populaire d'Angola exprime, une fois de plus, au Peuple Maubere et à son avant-garde révolutionnaire, le FRETILIN, son soutien indéfectible et exhorte le Secrétaire-Général de l'ONU, en tant qu'auteur de la résolution 37/30, et aux parties

...//



MINISTÉRIO DAS RELAÇÕES EXTERIORES

concernées au conflit, à entreprendre des efforts visant à trouver une solution juste et-définitive de la question de Timor Orientale.

(X)

MONSIEUR LE PRESIDENT,

La République Populaire d'Angola joint sa voix toutes à celles qui exigent le retrait inconditionnel d'Israel de tous les territoires Palestiniens ainsi que d'autres territoires Arabes qu'il occupe illégalement. Nous condamnons la pratique d'actes, les plus inhumains, contre les peuples Arabes ~~des~~ et nous^{nous} associations à l'exigence internationale sur la réalisation d'une conférence de Paix sur le Moyen Orient. Nous saluons l'Etat de la Palestine et nous espérons que à l'instar de nombreux pays, dont la République Populaire d'Angola, d'autres pays puissent aussi apporter leur reconnaissance au nouvel Etat.

Pour terminer, Monsieur le Président, permettez-nous de réitérer nos vœux de bon succès dans la conduite des travaux de cette commission.

Je vous remercie

⊗ Monsieur le Président

En ce qui concerne la question de l'Egypte, nous aimerions encourager le gouvernement de ce pays à poursuivre ses efforts visant une solution négociée. À cet effet nous saluons la mission de bons officiers du Secrétaire Général de l'O.N.U. pour la promotion d'une solution juste et durable du problème égyptien sur la base du respect des droits de l'homme et des résolutions pertinentes de ~~notre~~ ~~notre~~ organisation internationale.